



- Their economic impact – they create employment and deliver programs and services that contribute to community economic growth and development and tax revenues.
- The services they provide – from child and elder care to sports programs and theatre, employment counselling and the environment – that enhance the quality of life and well-being in their communities.
- Their encouragement of citizen participation, engagement and healthy democracy.
- Their growing role in delivering public services on behalf of governments and their local knowledge and unique capacity to be place-sensitive in this respect.
- Their capacity for social innovation, finding creative ways to address social and economic problems faced by communities and individuals.

“Governments are only now coming to recognize the crucial role SMOs play in our economy and society, says Imagine Canada President, Georgina Steinsky-Schwartz. “Not surprisingly, policies and support for SMOs are not well-developed, nor strategic enough.”

The study identifies a number of areas where public supports for SMOs might be improved:

- Better data, knowledge and understanding of SMOs
- Provision of tools, advisory and support services, akin to those available to SMEs
- Facilitating and leveraging access to commercial financing and encouraging private investment
- Improving public funding supports to provide long-term stability and cover the true operating costs for the delivery of public services
- Supporting innovation and technology
- Supporting networking and partnerships
- Addressing regulatory and other concerns

“The conversation with government is well underway,” says Steinsky-Schwartz. “We believe this study and its recommendations provide a firmer basis for policies that foster a vibrant community sector, so critical to Canada’s future and the future of our communities.”

SMEs and SMOs are organizations with fewer than 500 paid staff. There are more than 1.5 million SMEs in Canada, of which 98% have fewer than 100 employees. There are 160,000 registered charitable and non-profit organizations in Canada and 98% of these have fewer than 100 employees, while 54% rely entirely on volunteers. The data on both SMEs and SMOs significantly underestimate their actual numbers.

You can access or download this multi-volume study by [clicking here](#).



Depuis les années 80, le Canada et d'autres pays ont mis en place un ensemble significatif de politiques et de mesures de soutien axées sur les PME, en raison de leur apport à l'économie et à la création d'emploi, et de la nécessité de faire contrepoids à certaines imperfections du marché qui les défavorisent.

d é s a b o n n e r

L'étude actuelle établit le bien-fondé d'accorder un appui semblable aux PMO pour les raisons suivantes :

- Leur incidence économique – elles créent des emplois et elles offrent des programmes et des services qui contribuent au développement et à la croissance économiques des communautés et à leurs recettes fiscales.
- Les services qu'elles offrent – dont des services de garde d'enfants et de soins aux aînés, des programmes de sport et de production théâtrale, des services de counselling d'emploi, des services axés sur l'environnement – contribuent à améliorer la qualité de vie et le bien-être dans leurs communautés.
- L'encouragement qu'elles donnent à la participation et à la mobilisation des citoyens, et la promotion d'une saine démocratie.
- Le rôle croissant qu'elles remplissent dans le domaine de la prestation de services publics au nom des gouvernements, leur connaissance du milieu local et leur aptitude unique à se préoccuper de la dimension locale à cet égard.
- Leur capacité dans le domaine de l'innovation sociale, la recherche de façons créatives d'aborder les problèmes économiques et sociaux auxquels les communautés et les gens sont confrontés.

« Les gouvernements ne font que commencer à réaliser le rôle vital que les PMO jouent dans notre économie et notre société », de souligner Georgina Steinsky-Schwartz, présidente d'Imagine Canada. « Il n'est donc pas étonnant que les politiques et les mesures de soutien axées sur les PMO ne soient pas très développées et qu'elles n'aient pas un caractère suffisamment stratégique ».

L'étude s'emploie à cerner plusieurs domaines dans lesquels les mesures de soutien public à l'intention des PMO pourraient être améliorées :

- Améliorer les données, nos connaissances et notre compréhension des PMO;
- Offrir des outils, des services consultatifs et de soutien, semblables à ceux dont disposent les PME;
- Faciliter et favoriser l'accès au financement commercial et encourager l'investissement privé;
- Améliorer les mesures de soutien sous forme de financement public pour offrir une stabilité à long terme et couvrir les frais d'exploitation véritables reliés à la prestation des services publics;
- Soutenir l'innovation et la technologie;
- Encourager le réseautage et les partenariats;
- Se pencher sur les préoccupations réglementaires et autres.

« Le dialogue avec le gouvernement est bien engagé », d'indiquer Steinsky-Schwartz. « Nous croyons que cette étude et ses recommandations offrent un fondement plus solide aux politiques qui favorisent l'existence d'un secteur communautaire dynamique dont l'apport est tellement crucial pour l'avenir du Canada et de nos collectivités ».

Les PME et les PMO sont des organismes qui possèdent un effectif salarié de moins de 500 personnes. Il y a plus de 1,5 million de PME au Canada, dont 98 pour cent ont moins de 100 employés. On relève 160 000 organismes de bienfaisance enregistrés et organisations à but non lucratif au Canada, dont 98 pour cent ont moins de 100 employés, tandis que 54 pour cent comptent entièrement sur des bénévoles. Les données sur les PME et les PMO sous-estiment considérablement leurs nombres véritables.

Vous pouvez consulter ou télécharger un exemplaire de cette étude à multiples volets en [cliquant ici](#).